

Osons dire STOP !

La situation à Publihebdo devient préoccupante.

Les élus de la CGT et de la CFDT constatent de **nombreuses situations de souffrance au travail**. Nous déplorons un **climat difficile** au sein de l'entreprise dû à **une surcharge de travail** généralisée et des **pressions exercées par les éditeurs et la direction** dans le seul but d'une rentabilité maximum.

Dans les rédactions, en plus du support papier, les journalistes doivent répondre aux injonctions incessantes d'Actu.fr et de la performance web, sans aucune reconnaissance du travail effectué. Les discussions en cours qui obligeraient les journalistes à répondre à huit critères aberrants pour obtenir une prime de 15 euros bruts mensuels, ne laissent pas augurer d'une amélioration de la situation.

Le développement du web ne doit pas se faire au détriment du papier.

Dans les ateliers, on subit un abandon de la qualité et on doit faire avec des effectifs de plus en plus réduits. Tout le monde doit tout prendre sous menace de recours à la sous-traitance extérieure, déjà existante, et doit faire face à une gestion au jour le jour.

Dans les services généraux, après la purge des accueils, les animateurs des ventes se retrouvent avec des secteurs trop importants pour travailler correctement. Pour les annonces légales, il n'y a pas de visibilité. La **fermeture brutale de l'imprimerie de Bernay** va entraîner de nouvelles réorganisations, sans compter la suppression de 5 emplois touchant des ouvriers.

Face à tout cela, nous demandons :

- Le **rétablissement du dialogue social** dans cette entreprise qui a jeté ses valeurs humanistes aux orties
- L'**amélioration des conditions de travail** et de **rémunération de l'ensemble du personnel**
- **Davantage de considération pour les élus du personnel** dont les remontées de terrain ne sont jamais prises en compte

Nous sommes tous concernés, ne baissons pas les bras, soutenez-nous, rejoignez-nous !

Les élus CFDT et CGT de Publihebdo.